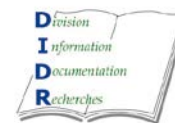


31 janvier 2020



Entraves et atteintes à la liberté d'expression *La situation des blogueurs, notamment*

Avertissement

Ce document a été élaboré par la Division de l'Information, de la Documentation et des Recherches de l'Ofpra en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière. Il ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofpra ou des autorités françaises.

Ce document, rédigé conformément aux lignes directrices communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008) [cf. https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/lignes_directrices_europeennes.pdf], se veut impartial et se fonde principalement sur des renseignements puisés dans des sources qui sont à la disposition du public. Toutes les sources utilisées sont référencées. Elles ont été sélectionnées avec un souci constant de recouper les informations.

Le fait qu'un événement, une personne ou une organisation déterminée ne soit pas mentionné(e) dans la présente production ne préjuge pas de son inexistence.

La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofpra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.

Nota : La traduction des sources en langues étrangères est assurée par la DIDR.

L'ensemble des sources publiques consultées convergent pour qualifier le régime azerbaïdjanais d'autoritaire et de répressif, où les entraves à la liberté d'expression et à la liberté de la presse sont constantes, tant dans les médias traditionnels que sur internet.

Le pays est dirigé depuis 2003 par le président Ilham ALIYEV, qui a remplacé son père Heydar, ancien apparatchik soviétique arrivé au pouvoir en Azerbaïdjan en 1993. Ilham ALIYEV a été réélu pour un quatrième mandat en **avril 2018**, lors d'**élections, caractérisées, selon les observateurs internationaux, par de nombreuses fraudes électorales et de sévères restrictions de la liberté d'expression des candidats de l'opposition et des médias**¹.

Selon Gulnur KAZIMOVA, journaliste azerbaïdjanaise exilée à l'étranger, « informer sur la famille au pouvoir, qui contrôle la vie financière et politique, comporte un risque énorme. Si vous exprimez librement vos opinions sur ce qu'il se passe, vous pouvez être arrêté. Dans le pire des cas, comme celui du journaliste Rasim ALIYEV², vous pouvez être tué et réduit au silence pour toujours »³.

En 2017, le Conseil de l'Europe, qui s'appuie sur les données du Comité des droits de l'homme de l'Organisation des Nations unies (ONU), constate une **restriction croissante de la liberté des médias** et évoque des cas « d'intimidation, de harcèlement, y compris arrestations et détentions arbitraires, de mauvais traitements et de condamnations contre des défenseurs des droits humains, des opposants politiques, des journalistes indépendants et des blogueurs »⁴. Deux ans plus tard, en décembre 2019, la Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, Dunja MIJATOVIC, de retour d'une visite effectuée en Azerbaïdjan, dénonce les **condamnations prononcées contre les journalistes et militants qui critiquent le gouvernement sur les réseaux sociaux, privés de liberté à la suite d'accusations qui « défont toute crédibilité »**⁵. Début 2020, l'ONG Human Rights Watch (HRW) dénombre une trentaine d'opposants (défenseurs des droits de l'homme, journalistes, militants de l'opposition, croyants et autres personnes perçues comme critiques au pouvoir) détenus à la suite de procès politiquement motivés⁶.

La législation pénale est largement utilisée pour juger toute personne critique au pouvoir dans le cadre d'affaires falsifiées⁷. Les condamnations prononcées incluent généralement les chefs d'accusation de vandalisme, de possession ou de trafic de drogues, d'incitation à la haine ou à la violence et divers crimes économiques (évasion fiscale, abus de pouvoir, contrebande)⁸. Ainsi, en 2018, plusieurs militants du Parti du Front populaire d'Azerbaïdjan (en azéri : *Azərbaycan Xalq Cəbhəsi Partiyası*), dont sa vice-présidente, sont condamnés à des peines de plusieurs années de prison à la suite d'accusations controuvées de contrebande et de possession de drogue⁹. En mai 2018, Alikram KHURSHIDOV, membre actif du parti Musavat, est condamné à cinq ans pour vandalisme après avoir critiqué la corruption du gouvernement sur les réseaux sociaux¹⁰, en particulier Facebook, une plateforme très utilisée par l'opposition et l'opinion publique pour débattre et critiquer la politique répressive du gouvernement¹¹.

La diffamation étant pénalisée par la législation azerbaïdjanaise, ce chef d'accusation est également régulièrement retenu contre les opposants, les journalistes et les militants actifs sur les réseaux sociaux¹². Ainsi, en 2017, le blogueur Mehman

¹ Human Rights Watch, s.d. [url](#) ; Freedom House, 2019 [url](#) ; Radio Free Europe/Radio Liberty, 02/03/2019 [url](#)

² Tué en 2015.

³ Amnesty International, 16/06/2016 [url](#)

⁴ Conseil de l'Europe, 2017, p. 5 [url](#)

⁵ Conseil de l'Europe, 11/12/2019 [url](#)

⁶ Human Rights Watch, 2020 [url](#)

⁷ Freedom House, 2019 [url](#)

⁸ Conseil de l'Europe, 2017, p. 5 [url](#) ; Human Rights Watch, s.d. [url](#) ; Freedom House, 2019 [url](#) ; Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, 2017 [url](#)

⁹ Human Rights Watch, s.d. [url](#)

¹⁰ Human Rights Watch, s.d. [url](#) ; Freedom House, 2018 [url](#)

¹¹ Freedom House, 2018 [url](#) ; Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, 2017 [url](#)

¹² Human Rights Watch, s.d. [url](#) ; Conseil de l'Europe, 11/12/2019 [url](#) ; Freedom House, 2019 [url](#)

HUSEYNOV, connu pour ses écrits dénonçant la corruption au sein du pouvoir en place, est arrêté et condamné à deux ans de réclusion pour diffamation d'un commissariat de police de Bakou. Il venait en effet de rendre public les mauvais traitements qu'il avait subis de la part de policiers¹³.

Outre les condamnations, les opposants, journalistes et blogueurs critiques du gouvernement sont **exposés au harcèlement, aux menaces et intimidations et aux violences de la part des agents des autorités**¹⁴. L'ONG Human Rights Watch (HRW), dans son rapport annuel publié début 2020, souligne ainsi que, si le président Ilham ALIYEV a gracié une cinquantaine de détenus politiques en mars 2019, ces derniers subissent depuis leur libération un harcèlement et des intimidations constantes : interdiction de voyager, arrestations et condamnations à de courtes peines de prison, convocations à des interrogatoires, menaces en cas de participation à des manifestations ou de rédaction d'écrits critiques sur internet¹⁵.

Selon l'ONG américaine Freedom House, **des pressions sont également exercées contre les militants et journalistes, exilés à l'étranger mais restés actifs en ligne, par l'intermédiaire de leurs proches restés en Azerbaïdjan**. Ces derniers peuvent être menacés et arrêtés, voire condamnés : ainsi, en février 2018, deux opposants exilés en Europe, l'administrateur de la page Facebook « Free World » Tural SADYGLY et le vidéo-blogueur Ordukhan TEMIRKHAN, dénoncent les arrestations et interrogatoires de plusieurs de leurs proches¹⁶. Le même mois, le beau-frère du vidéo-blogueur Mahammad MIRZALI, qui vit en France, est condamné à trente jours de détention administrative après avoir été faussement accusé d'avoir résisté à un agent de police¹⁷.

Des amendements législatifs récents étendent le contrôle du gouvernement sur les médias en ligne. Ainsi, **des amendements adoptés en 2017 autorisent le blocage de sites web sans décision judiciaire si les autorités estiment que leur contenu représente un danger pour l'Etat et la société**. A la suite de cet amendement, de nombreux sites d'informations indépendants ont été fermés¹⁸. Parmi ceux-ci figurent le site Azadliq, qui appartient au groupe Radio Free Europe/Radio Liberty (RFE/RL), Meydan TV, Turan TV et Azerbaijani Saadi¹⁹. Peu de temps avant sa fermeture, Azadliq avait publié une enquête sur les malversations financières de la famille et des proches d'Ilham ALIYEV²⁰.

¹³ Human Rights Watch, 10/01/2019 [url](#) ; Radio Free Europe/Radio Liberty, 02/03/2019 [url](#)

¹⁴ Freedom House, 2019 [url](#)

¹⁵ Human Rights Watch, 2020 [url](#)

¹⁶ Freedom House, 2018 [url](#) ; Caucasian Knot, 19/02/2018 [url](#)

¹⁷ Freedom House, 2018 [url](#)

¹⁸ Freedom House, 2019 [url](#) ; Freedom House, 2018 [url](#)

¹⁹ Freedom House, 2018 [url](#)

²⁰ Freedom House, 2018 [url](#)

Bibliographie

(Sites web consultés en janvier 2020)

Organisations intergouvernementales

Conseil de l'Europe, « Commissioner Mijatović urges the Azerbaijani authorities to respect freedom of expression, improve access to lawyers and uphold the rights of internally displaced persons », 11/12/2019

<https://www.coe.int/en/web/commissioner/-/commissioner-mijatovic-urges-the-azerbaijani-authorities-to-respect-freedom-of-expression-improve-access-to-lawyers-and-uphold-the-rights-of-internall>

Conseil de l'Europe, « Analysis of Azerbaijani Legislation on Freedom of Expression », 2017, 46 p.

<https://rm.coe.int/azerbaijan-analysis-of-legislation-on-freedom-of-expression-december-2/16808ae03d>

Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, « The functioning of democratic institutions in Azerbaijan », 2017

<http://assembly.coe.int/nw/xml/XRef/Xref-XML2HTML-en.asp?fileid=24188&lang=en>

Organisations non gouvernementales

Human Rights Watch, « World Report 2020. Azerbaijan. Events of 2019 », 2020

<https://www.hrw.org/world-report/2020/country-chapters/azerbaijan>

Human Rights Watch, « Unjustly Jailed Blogger Faces New Charges in Azerbaijan », 10/01/2019

<https://www.hrw.org/news/2019/01/10/unjustly-jailed-blogger-faces-new-charges-azerbaijan>

Freedom House, « Freedom in the World 2019. Azerbaijan », 2019

<https://freedomhouse.org/report/freedom-world/2019/azerbaijan>

Freedom House, « Freedom on the Net 2018. Azerbaijan », 2018

<https://freedomhouse.org/report/freedom-net/2018/azerbaijan>

Amnesty International, « Exiled from Azerbaijan just for being a journalist », 16/06/2016

<https://www.amnesty.org/en/latest/campaigns/2016/06/exiled-from-azerbaijan-just-for-being-a-journalist/>

Human Rights Watch, « Azerbaijan: Concerns Regarding Freedom of the Media and Freedom of Expression », 02/11/2012

<https://www.hrw.org/news/2012/11/02/azerbaijan-concerns-regarding-freedom-media-and-freedom-expression>

Human Rights Watch, « Azerbaijan. Events of 2018 », s.d.

<https://www.hrw.org/world-report/2019/country-chapters/azerbaijan>

Médias

Radio Free Europe/Radio Liberty, « Azerbaijani Blogger Released From Jail After Serving Two Years », 02/03/2019

<https://www.rferl.org/a/azerbaijani-blogger-released-from-jail-after-serving-two-years/29799681.html>

Caucasian Knot, « Political immigrants complain about persecutions of their relatives in Azerbaijan », 19/02/2018

<https://www.eng.kavkaz-uzel.eu/articles/42418/>